

SOS démocratie

Deux auteurs appellent la gauche à changer pour sauver ses valeurs. Si elle en est encore capable.

PEUT-ON ENCORE ÊTRE DE GAUCHE quand le monde tourne au rythme de la mondialisation ? Le résultat de l'élection présidentielle de 2002 dépendra beaucoup de la réponse à cette question.

Impuissance de la politique, agonie de l'Etat, érosion du consensus fiscal, prévalence des intérêts individuels face aux besoins collectifs, émergence d'une « société de marché » quand triomphent les marchés financiers, Laurent Joffrin, directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, et Zaki

Laidi, chercheur et essayiste, établissent un diagnostic assez proche, et également inquiétant.



Tous deux s'alarment des risques d'atrophie de la démocratie représentative sous les coups de la mondialisation et de l'incapacité des politiques – en particulier ceux de gauche, directement concernés – d'y répondre.

« Il n'est pas impossible que nous soyons entrés dans une ère où le capitalisme chercherait à se passer de l'Etat », estime Zaki Laidi. Laurent Joffrin, lui, voit poindre une « démocratie sans le peuple », une France d'apparence démocratique et de réalité oligarchique. Il dénonce la captation du pouvoir par un « gouvernement invisible », et, constatant comme tout le monde l'augmentation de l'abstention populaire, il redoute que « les grandes démocraties [ne] réussissent à rétablir ce qu'elles avaient aboli en droit depuis

longtemps : le suffrage censitaire ». Cet effacement du politique doit inciter à imaginer son organisation sous d'autres formes, explique Zaki Laidi. Et, considérant avec un certain optimisme l'évolution de la mondialisation,

il invite la gauche à accepter complètement le fait libéral pour enfin s'y adapter. Avec ses valeurs – où l'égalité tient la balance face à la liberté –, la gauche française doit admettre que les réglementations ne

passent pas forcément par l'Etat.

D'ACCORD AVEC CE DIAGNOSTIC, mais probablement plus pessimiste quant aux possibilités de dompter la mondialisation sauvage, Joffrin reconnaît que « la réforme de l'Etat est l'un des mots d'ordre de la lutte contre le tout marché ». C'est même « une des tâches urgentes de la gauche ».

Laurent Joffrin apprécie la manière dont le Premier ministre prend la politique au sérieux. Mais admet que, sur la plupart des dossiers stratégiques (à l'exception de la Corse), il a choisi de ne pas trancher. Certes, il ne voit pas d'espoir pour la France chez Chirac ou Chevènement, mais il avoue qu'il n'est pas sûr que Jospin soit de ce genre d'hommes, taillés dans le bois des chefs d'Etat, dont la France a besoin. Tout au plus lui laisse-t-il le bénéfice du doute. **BERNARD POULET**

« **LA GAUCHE À VENIR** », Zaki Laidi, Editions de l'Aube, 150 pages, 89,21 francs.

« **LE GOUVERNEMENT INVISIBLE** », Laurent Joffrin, Arléa, 191 pages, 104,95 francs.